

ENVIRONNEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE, CONTRAINTES ET ÉCHECS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DANS LA VILLE DE PORTO-NOVO

Agboola Jérôme OLADJEHOU

Université d'Abomey-Calavi, Bénin

oladjerme@gmail.com

&

Salako Daniel NOUATIN

Bureau d'Etude et de Réalisation, Africa Consult Topo, Porto-Novo

nouatindaniel@gmail.com

Résumé : La réussite ou l'échec d'une organisation dépendent d'un certain nombre de paramètres. L'objectif poursuivi, à travers cet article, est de déterminer les paramètres qui favorisent l'échec des PME à Porto-Novo. La recherche documentaire, l'observation et les entretiens, qui ont pour outils respectifs la grille de lecture, la grille d'observation, le guide d'entretien et le questionnaire, sont les techniques qui nous ont permis de collecter des informations aussi qualitatives que quantitatives auprès de quatre-vingt-douze (92) acteurs. Ces informations ont été analysées selon les principes du structuro-fonctionnalisme. Les principaux résultats montrent que les entreprises à Porto-Novo sont confrontées à l'influence des obédiences politiques, aux types de relations entre l'administration locale et les entreprises, à l'absence des structures locales d'accompagnement des entreprises, au faible accompagnement des structures de micro-finances et enfin à la crise financière dans l'entreprise ou dans son environnement.

Mots-Clés : échecs, obédiences politiques, relations, contraintes, crise financière.

Abstract : The success or failure of an organization depends on a number of parameters. The objective pursued, through this article, is to determine the parameters which favor the failure of Small and medium enterprises in Porto-Novo. Documentary research, observation and interviews, whose respective tools are the reading grid, the observation grid, the interview guide and the question sheet, are the techniques that have enabled us to collect information as qualitative as quantitative with ninety-two (92) actors. This information was analyzed according to the principles of structuro-functionalism. The main results show that companies in Porto-Novo are confronted with the influence of political persuasions, the types of relations between local administration and companies, the absence of local structures to support companies, and poor support of micro-finance structures and finally the financial crisis in the company or in its environment.

Keywords: failures, political persuasions, relations, constraints, financial crisis.

Introduction

L'Afrique est le continent dans lequel s'observe beaucoup de crises qui affectent tous les secteurs. Avec la crise financière des années « 80 », c'est tout le secteur public qui s'enlise dans les déficits profonds et qui croule sous le poids de sa dette extérieure. L'ajustement structurel prend alors la relève pour assainir l'environnement politique et institutionnel afin de dynamiser le développement sur une base davantage axée sur les forces du marché. Mais l'ajustement à lui seul apparaît, à la fin des années « 90 », de plus en plus insuffisant pour répondre à la complexité et aux besoins multiples du développement. Un effort plus large de développement incorporant les notions de progrès social et de réduction de la pauvreté est dorénavant apparu comme condition au développement durable qui inclut des paramètres de capacité institutionnelle, de bon gouvernement, de participation, de société civile et d'entrepreneuriat, d'égalité des sexes, de développement humain, d'environnement etc. (Paul Lachance, 2002).

Ces dernières années, surtout avec la décentralisation au Bénin, le monde de l'emploi a connu de nouvelles orientations. Il n'est pas rare de voir les autorités locales s'engager dans la formation des jeunes à l'auto emploi. Plus encore, il y a une volonté manifeste des jeunes et des femmes à aller vers les activités à but lucratif ou semi formel. On observe non seulement un changement de comportement ou de mentalité au regard des réalités de l'emploi, mais aussi une prise de conscience des populations grâce aux différentes formations reçues. Cependant, dans la plupart des cas d'entreprises créées, il se pose un problème de productivité, de rentabilité et de durabilité dans le temps. Il est vrai qu'on assiste à un accroissement de l'emploi, mais il reste à savoir si ces emplois peuvent durer dans le temps et permettre une stabilité des acteurs dans la mesure où la grande partie à Porto-Novo demeure dans l'informel. Parlant de durabilité et de stabilité, nous pensons aux éventuelles situations pouvant conduire aux réussites et aux échecs des entreprises. C'est la préoccupation qui motive notre regard sur le devenir des entreprises de la ville de Porto-Novo étant donné qu'elle bénéficie des appuis en matière de formation et d'investissements des gouvernements, des organismes nationaux puis internationaux. Vu que nous ne pouvons pas tout embrasser à la fois, nous avons voulu nous pencher sur les situations de crises et les éléments pouvant servir d'obstacles à l'épanouissement des entreprises,

particulièrement dans la ville de Porto-Novo. C'est la situation de crises dans laquelle évoluent les PME de la ville de Porto Novo qui justifie cette recherche. Le présent article s'articule autour des points essentiels tels que la problématique, la démarche méthodologique, les résultats, la discussion et la conclusion.

1. Problématique de la recherche et approche méthodologique

1.1. *Problématique de la recherche*

De plus en plus, il se note dans les pays africains une certaine précarité ou instabilité dans les emplois. Les employés se retrouvent quelques temps après sans emploi et ceci se remarque surtout dans les entreprises privées, bien que c'est le secteur qui pourvoit plus d'emplois de nos jours. Cette situation de précarité aurait certainement une explication (BIT, 1999 : 30-32). Les échecs des entreprises trouveraient leurs raisons d'être dans la précarité de l'emploi dans l'informel ou dans le privé moderne. Cela sous-entend qu'il y a détérioration de l'emploi liée aux ajustements successifs auxquels ont procédé la majorité des pays et qui aurait réduit leur capacité de créer les emplois et qui aurait surtout nui aux conditions des familles pauvres. Dans la perspective de comprendre les raisons de ces crises à Porto-Novo, nous avons voulu faire la lumière sur les échecs et les contraintes des Petites et Moyennes Entreprises à Porto-Novo. La question que nous nous posons est de savoir : « Qu'est ce qui explique les échecs et contraintes qui affectent le développement des Petites et Moyennes Entreprises à Porto- Novo ?

1.2. *Approche méthodologique*

Nous avons voulu parvenir à l'objectivité de la présente recherche à caractère mixte à la fois qualitative et quantitative visant à présenter quelques éléments explicatifs des échecs des PME dans la ville de Porto-Novo. Les informations ont été collectées auprès d'un échantillon composé des autorités administratives, des chefs ou employés d'entreprises ainsi que la population en général. La recherche documentaire, l'observation et l'entretien, qui ont pour outils respectifs la grille de lecture, la grille

d'observation, le guide d'entretien et le questionnaire, sont les techniques qui nous ont permis de collecter des informations des employés, des chefs d'entreprises, d'autorités administratives et des populations qui sont concernées par la réussite ou les échecs des entreprises. Ces informations ont été analysées suivant l'approche structuro-fonctionnaliste.

2. L'environnement socio-économique des petites et moyennes entreprises dans la ville de Porto-Novo

Certaines contraintes expliquent les échecs des Petites et Moyennes Entreprises à Porto-Novo. Ce travail de recherche nous a permis de découvrir quelques-unes que nous exposons dans les résultats ci-dessous.

2.1. Présence du politique dans les affaires socio-économiques

Porto-Novo, comme toute autre grande ville du Bénin, ne peut pas échapper à l'existence de clubs, mouvements et partis politiques. Il convient de chercher à comprendre et à faire ressortir les contraintes que peuvent subir les entreprises selon qu'elles appartiennent à un membre de tel ou tel parti. De nos enquêtes de terrain, il faut mentionner que, si certains acteurs déclarent n'avoir jamais subi directement une influence des politiques, quelques-uns reconnaissent avoir connu des entreprises ayant perdu la clientèle ou ayant échoué parce que les acteurs ont changé de bord politique. Selon un enquêté :

« Un promoteur d'une buvette a perdu sa clientèle au lendemain d'un meeting qu'il a co-animé avec les militants d'une alliance politique au cours d'une campagne électorale contre le parti dans lequel il militait. Dans la période, il était un membre influant et pour cette raison, il recevait la plupart des militants influents du parti dans sa buvette. C'est en quelque sorte le lieu où se font les grands débats politiques et se prennent les grandes décisions. Son changement de bord politique a fait dire de lui qu'il est devenu un adversaire avec qui il faut faire attention pour ne pas vendre les mèches ou pour ne pas exposer les secrets, les astuces du parti » (Promoteur de bar, 34 ans, 23 mai 2015).

Nous pouvons ressortir des propos de cet enquêté que la forte implication et le rang de l'acteur d'entreprise dans le parti politique est un facteur non moins négligeable en matière d'influence de la politique sur l'entreprise. Il est aussi certain que lorsque

l'acteur d'entreprise profite de son appartenance pour bénéficier des services ou des prestations de la part de l'administration, son départ serait la fin du contrat. Plus encore, les autres membres du parti qui, de par leur collaboration et le militantisme, lui offraient des services et/ou prestations, commencent par prendre leur distance vis-à-vis de l'acteur au risque de compromission. Pour cela, toutes les relations qui les liaient vont se détériorer et par conséquent son entreprise en recevra le coup.

Même si c'est à un niveau relativement faible selon notre enquête, l'appartenance à un parti politique influence d'une manière ou d'une autre sur les réussites ou les échecs de l'entreprise à Porto-Novo. Cette influence est plus remarquable et se comprend mieux lorsqu'il s'agit de négocier les services. A ce sujet, un enquêté, nous a déclaré ce qui suit :

« Je paie les impôts mais pas à la hauteur de ce que je dois payer. C'est un autre ami politicien qui m'introduit vers le service des impôts et je vais négocier. Les agents qui viennent sont les mêmes militants que je maîtrise bien. En retour, il faut qu'ils me reconnaissent tout ce que nous avons fait ensemble au cours des campagnes électorales. C'est parce que cela marche que je continue d'œuvrer dans le parti. Ce que je dis n'est pas seulement dans le cas de mon entreprise mais aussi pour d'autres situations qui m'amènent vers l'administration publique » (Vendeur de pièces détachées de motos P., 42 ans, 18 juillet 2015).

De cette déclaration de l'enquêté, on peut s'imaginer le contraire avec ceux qui ne sont pas militants et ne connaissent personnes qui peuvent les aider en cas d'une certaine situation avec des services administratifs. Le militantisme constitue alors un poids dans les relations d'influence à Porto-Novo.

Il se dégage donc une pratique d'influence entre entreprises et partis politiques en raison de l'appartenance ou non à une obédience politique. Même si l'entrepreneur n'est pas directement politicien, il peut bénéficier des services ou du "poids politique" d'un parent politicien. Cela se traduit par les différentes interventions directes ou téléphoniques en cas de litiges ou de conflits entre l'administration et les entreprises. Une commerçante de Ouando (un grand marché de la ville de Porto-Novo) abordée dans le cadre de cette recherche nous répondait en ces termes :

« Lorsque j'ai commencé par vendre dans ce marché, plusieurs fois j'ai demandé à avoir une place mais les autorités du marché me tournaient en rond. Elles ont demandé de l'argent au-delà de ce qu'il faut pour avoir une place, ce que j'ai fait. A ma grande surprise, la place qu'on

devrait m'octroyer a été attribuée à une autre personne. Lors de mes investigations, j'ai découvert que cette personne était une proche du maire de la commune. Plus tard, au cours d'une discussion avec la personne, elle me faisait comprendre que la place appartenait à quelqu'un mais avec l'intervention du maire, cette place lui a été attribuée. Ça c'est le premier cas. Une cousine dans ce marché a voulu réaliser une baraque. Durant des mois, les autorités du marché l'ont tourné en rond. Finalement, elle s'est découragée et a tout abandonné. Dans le même temps, la vendeuse de chaussures qui est juste à côté d'elle a réalisé la sienne en moins de deux semaines dans ce même marché. Lorsque cette dernière a été abordée par la cousine, le résultat de leur conversation est qu'elle a un parent politicien au niveau des services en charge de ce dossier à la mairie. Il faut donc avoir des relations politiques même si soi-même ne peut pas faire la politique » (Commerçante de tissu V., 54 ans, 28 mai 2015).

Nous constatons à travers cet entretien que l'appartenance d'un entrepreneur, de ses parents ou proches à un parti politique, mieux encore au parti influent de la ville constitue un poids pour l'entreprise. Par contre ceux qui ne sont pas militants sont retardés dans leur élan de voir leur entreprise prospérer. Ceci peut se traduire à travers le blocage ou la lenteur dans l'exécution d'une décision/autorisation qui concerne l'entreprise ; etc. Certains sont même obligés de tout abandonner et l'entreprise échoue.

Dans cette même logique, au cours des entretiens, certains acteurs ont indiqué des entreprises qui ont toujours les marchés par le biais de la mairie et ceci continue encore tandis que d'autres n'en bénéficient plus. Les raisons qui ont été évoquées sont entre autres le militantisme dans le parti politique influant de la ville ou la relation de proximité avec les leaders du parti. Ces points de vue confirment tout ce qui a été dit précédemment car s'il arrivait qu'il y ait changement de l'équipe dirigeante ou de parti politique, ces entreprises peuvent connaître des chutes ou des échecs. Un photographe rencontré au cours des enquêtes nous dit :

« Vous pouvez vérifier vous-même. Pour toutes les grandes activités organisées par la mairie, il y a un photographe qui est toujours sollicité. D'abord, il est de leur parti tout le monde le sait et il participe à presque toutes les rencontres politiques. Je peux vous indiquer aussi une dame restauratrice de notre quartier qui a toujours le marché de la restauration pour les cérémonies ou fêtes à la mairie. Elle autre, elle a de l'argent et elle ne marchand pas son soutien lorsqu'il s'agit des contributions financières aux activités du parti. » (Photographe H., 38 ans, 25 mai 2015).

L'appartenance et surtout le militantisme dans une obédience politique reste et demeure des éléments porteurs de réussite ou d'échec des entreprises. Une femme

nous donnait des exemples de sélection politique en ce qui concerne les fonds de micro-crédit aux plus pauvres. De ces propos nous pouvons retenir ceci :

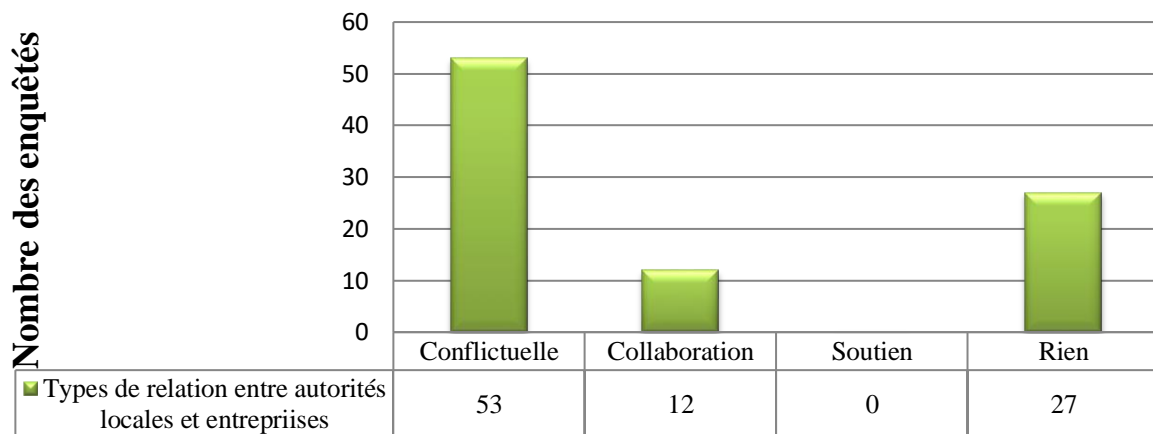
« Une dame, vendeuse au marché de Ouando, m'a informée de la disponibilité d'un fonds de micro-crédit aux plus pauvres. Nous avons réuni toutes les pièces. Le premier jour où nous étions allées vers les agents de sélection des dossiers, on nous demande d'aller se mettre en groupe de cinq. Nous nous sommes retournées voir des amies pour constituer le groupe. La seconde et troisième fois nous sommes arrivées très tôt sur les lieux, on y est passé toute la journée. Les autres venaient accompagnées des gens que je ne connaissais pas. A notre grande surprise, les amies qui étaient reçues nous informent que c'est telle autorité qui les a introduites. C'est alors que j'ai compris qu'il fallait avoir un parrain politique qui peut user de son influence politique sur les agents. C'est malheureux pour le pays et pour nous qui n'avons personne. J'avais sorti de mon capital pour faire la carte d'identité nationale. Ça m'a pris beaucoup d'argent parce que je la voulais dans un bref délai. Tout ce que j'ai dépensé dans le temps a affaibli mon commerce. Parmi les femmes ayant bénéficié, il y a qui ont commencé et qui en ont bénéficié pendant longtemps. Leur commerce a marché, elles se sont enrichies. Si j'avais eu ce fonds, mon commerce ne serait plus à ce niveau. » (Vendeuse de riz Z., 35 ans, 18 juillet 2015).

Pour cette femme, la seule chose qui lui aurait fallu pour booster l'économie de son entreprise était de parvenir à avoir ce fonds. Malheureusement, du fait qu'elle n'est pas politicienne et qu'elle n'a personne en politique, elle a perdu son temps et même son argent. Ce qui fait échec à son entreprise.

2.2. Types de relations entre l'administration locale et les entreprises

En évoquant la question de relations entre l'administration locale et les entreprises, il faut signaler qu'il s'agit de la collaboration, d'éventuelle situation de conflit ou de soutien dont il peut avoir entre ces structures et pouvant déboucher sur la réussite ou l'échec. On note, au regard des entretiens réalisés, qu'il n'y a aucun soutien aux entreprises et la collaboration entre entreprise et administration locale est très faible. Il y a plutôt une tendance de conflit entre les autorités et les entreprises. Le graphique ci-dessous retrace le type de relations entre les entreprises et les autorités politico-administratives.

Figure N° 1 : Relation entre autorités locales et entreprises



Source : Données de terrain, juillet 2015

A la lecture de ce graphique, 53 informateurs sur 92 estiment que très souvent ce sont les conflits qui opposent les entreprises et l'administration locale. Il ressort clairement que la relation conflictuelle est la chose la plus observée entre l'administration et les entreprises à Porto-Novo. Ensuite, des employés et chefs d'entreprises estiment qu'ils ne perçoivent pas la relation entre ces structures. Cela suppose que selon eux si elles existent, elles ne sont pas perceptibles.

En revenant sur la question de relation conflictuelle, cela peut s'observer de plusieurs manières et sur plusieurs plans : soit au niveau de l'administration locale soit au niveau des services déconcentrés de l'État. Très souvent, au niveau de l'administration locale, c'est le service des impôts et la direction des services techniques de la mairie qui sont les plus reconnus en la matière. En ce concerne l'État, on peut voir la DDIC.

La planche n°1 suivante illustre un genre de conflit ayant conduit à la fermeture d'une boulangerie.

Planche n°1 : Fermeture d'une boulangerie par la DDIC/O-P

(Vue de loin de l'inscription) ?



(Vue de près de l'inscription)



Source : Prise de vue OLADJEHOU, octobre 2017

Les raisons d'un tel conflit peuvent être multiples. Pour le cas ici présent, une voisine de ladite boulangerie a fait savoir :

« Il se peut que le propriétaire de la boulangerie utilise pour sa préparation de pain des produits proscrits à la consommation. Les agents de la DDIC étaient venus pour une première fois l'avertir. La deuxième fois, ils ont procédé à la fermeture et depuis ce temps, la boulangerie est restée fermée » (Vendeuse de pain, 28 ans, 03 octobre 2017).

Le conflit peut donc être déclenché s'il manque de qualité au produit sorti de l'entreprise et mis à la consommation, sur le marché ou si la qualité des prestations n'est pas conforme aux normes en vigueur dans le pays. A propos de la qualité des prestations, une enquêtée donne cette réponse :

« Moi j'avais travaillé avec une ONG dont les services s'étendent au placement d'argent. Après quelques temps d'activités, le tribunal envoie une convocation au fondé. Finalement, le tribunal a décidé de mettre fin aux activités de l'ONG sur toute l'étendue du territoire béninois. C'est seulement à cause de l'activité de placement d'argent que toutes les autres activités ont été interdites. Tous les employés étaient obligés de plier bagage et de vivre un peu le calvaire. Nous ne pouvons pas aussi oublier le cas de " ICC-Service" dont les activités ne respectent aucune norme en matière des finances au niveau de la sous-région » (Directrice d'une institution de micro-finance, 43 ans, 13 février 2017).

Ce genre de conflit peut être aussi dû aux redevances vis-à-vis de l'administration locale ou centrale. En ce qui concerne les impôts, on peut retenir, des propos des acteurs du privé, ce qui suit :

« Nous les voyons seulement quand il s'agit des impôts. Et là ce n'est pas chose facile car il n'y a pas une règle particulière en la matière. On fait souvent à la tête du client et cela crée des frustrations. On ne sait pas aussi ce que les gens font de notre argent. Nous payons les impôts mais nous avons de difficultés à circuler dans nos rues. Cela n'encourage pas. Si c'est pour cela qu'ils veulent fermer les ateliers et les boutiques, qu'ils viennent fermer. On ne payera pas jusqu'à être convaincus de l'usage fait des impôts perçus » (Un groupe de vitriers, 18 juillet 2015).

De cette déclaration, on peut comprendre que lorsque les entreprises ne paient pas les impôts, l'administration peut procéder à la fermeture. Mais lorsqu'une entreprise est fermée, il y a risque de chute et donc d'échecs.

Un autre enquêté a affirmé que :

« Les autorités devraient passer de temps à autres pour recueillir les difficultés des entreprises mais on ne les voit jamais agir dans ce sens. Cela nous fâche, on n'a pas envie de payer les impôts et ça crée souvent des conflits entre la population et l'administration » (Rebobineur D., 46 ans, 18 juillet 2015).

Cela pour signifier qu'il devrait y avoir une franche relation de collaboration entre les institutions et l'entreprise, mais rien n'est fait jusqu'à ce que les entreprises connaissent des faillites. Cette question nous amène à rechercher s'il existe des structures locales d'accompagnement ou de suivi des entreprises.

2.3. Structures locales d'accompagnement des entreprises

L'accompagnement des entreprises doit être une manière d'inciter les entrepreneurs à s'adonner plus au travail afin de bénéficier de l'encouragement ou des services de l'administration. Mais d'après cette recherche, rien de pareil ne se fait dans la ville de Porto-Novo. Certains chefs d'entreprises affirment qu'ils payent les impôts et les taxes mais qu'ils n'ont jamais eu de l'autorité locale un retour en matière de service que l'administration doit leur rendre afin de faciliter la collaboration et le développement des entreprises. D'autres par contre estiment ne rien attendre de l'autorité et affirment qu'en conséquence, ils ne se gênent même pas à payer les impôts

et les taxes. Nous pouvons comprendre que si rien n'est fait dans ce sens, la ville continuera à perdre des ressources et ceci juste pour cette situation. On peut aussi conclure que la ville aura du mal à réaliser ses projets puisque la réalisation des projets dépend des moyens disponibles. L'absence d'une telle collaboration reflète un peu la liberté des entreprises à opérer. En conséquence, aucun résultat n'est attendu des entreprises et leurs échecs ne disent rien à l'autorité mais cela engendre des dommages aux populations en premier lieu les employés. A ce sujet, un enquêté déclare :

« Nous ne sommes pas dans un pays sérieux. La création des entreprises devrait permettre aux populations de mieux vivre. Cela voudrait dire que l'administration devrait avoir son regard sur les types d'entreprises créées. Mais en l'absence d'une structure pouvant faire un travail du genre, c'est le désordre qui s'installe. J'ai connu dans ce pays une entreprise qui prenait la tontine chez les gens. Chez cette dernière, lorsque le déposant atteint le tiers (1/3) du montant total à prendre, elle lui donne la totalité. Ceci a fait qu'en moins de trois mois d'existence, cette entreprise a fait écho dans le milieu surtout auprès des femmes du marché. La surprise est qu'un jour, l'entreprise a disparu avec les fonds des pauvres femmes. Jusqu'à l'heure où je vous parle, on n'a plus jamais vu le promoteur ni personne des employés. Je ne veux citer le cas de "ICC-Service" et autres qui ont fait échouer beaucoup d'entreprises. Tout cela se passe tandis que les autorités sont là. Moi je pense qu'il faut réfléchir à cela pour réguler un peu le secteur et permettre aux entreprises de mieux servir la population » (Dentiste J., 47 ans, 20 juillet 2015).

Nous voyons là une liberté des entreprises qui doivent être contrôlées par l'administration locale au moyen d'une structure.

2.4. *Accompagnement des structures de micro-finances*

Un des facteurs qui expliquent les échecs des entreprises est le faible taux d'accès des PME aux institutions financières capables de les accompagner, tenant compte bien-sûr de leur statut. Certaines entreprises aussi du fait de leur gestion n'arrivent pas à respecter les clauses du contrat qui les lie avec les institutions de micro-finance. D'ailleurs, les institutions de micro-finance existent en nombre très réduite. Le peu qui existe est parfois incapable de financer les projets des entrepreneurs. Il arrive même que les intérêts proposés soient importants, ce qui ne favorise pas les bénéficiaires. Dans le milieu de recherche, la plupart des PME sont très souvent gérées par une seule personne qui fait tout à la fois. Par conséquent, son

endettement est en même temps celui de l'entreprise. Cela confirme l'analyse d'un fondateur enquêté qui dit ceci :

« Pour la plupart du temps, les entreprises échouent parce que les gens vivent des situations difficiles dans leur ménage ou dans leur milieu et cela a directement de répercussions sur les entreprises. Une femme est allée faire de prêt dans une institution financière pour son commerce. Une fois à la maison, son époux lui pose un problème d'argent qu'il promet rembourser. La femme l'ayant fait, n'a pas pu mener ses activités dans la période. Dans un premier temps, la femme ne pourra pas dire à son époux de payer avec intérêt. Plus encore, il peut arriver qu'il ne trouve pas à rembourser dans les délais. La femme se retrouvera alors dans des situations difficiles de remboursement et va peut-être encore s'endetter pour régler l'institution. J'ai eu des cas où des femmes sont obligées de prélever dans le capital pour rembourser. Un autre cas est celui des femmes endettées qui vont faire de prêts. Une fois qu'elles sont en possession de l'argent, elles pensent d'abord gérer les dettes avant de commencer par mener des activités. Ceci va certainement impacter le remboursement. Par ailleurs, les maladies ne préviennent pas, alors que la plupart des entrepreneurs ne font pas de réserves pour des cas de maladies. Dans la majorité des cas, c'est le capital qui soigne la maladie. Ceci montre qu'il y a beaucoup à faire au niveau des femmes en matière de prêt. Puisque dans la majorité des cas, au lieu que le prêt leur fasse du bien, on assiste au mal. On rencontre parfois des femmes qui sont en pleine activité au marché quand les gens viennent leur ramasser les marchandises et autres. Elles sont bloquées et l'activité chute » (Fondateur B., 52 ans, 22 février 2017).

Toujours dans le même volet d'accompagnement des institutions financières, certains entrepreneurs prennent plus de temps à courir derrière les investisseurs publics ou privés de telle sorte qu'ils oublient le premier investisseur c'est-à-dire le client. Une femme enquêtée dit :

« J'ai voulu plusieurs fois avoir de prêt pour mon commerce, mais la procédure est lente et décourageante. Parfois je passe trois à quatre heures dans l'institution, attendant suivre la formation ou remplir les formalités. Finalement, j'ai abandonné puisque je n'ai pas de parcelle pour la garantie. Plus encore les personnes avec qui je pouvais m'associer, je ne les connais pas en matière de sérieux dans le paiement. J'attends constituer un autre dossier pour une autre institution dont on vient de me parler » (commerçante M., 32 ans, 14 février 2017).

Il arrive même que certains suspendent leurs activités en attendant d'avoir des investissements et lorsqu'ils n'ont pas, ils se découragent. Ce qui entraîne les échecs dans les entreprises.

Cela rappelle les propos d'un vendeur de maïs qui s'exprimait en ces termes :

« La clientèle est la chose la plus prépondérante pour une entreprise. Tu peux avoir de bon produit, tu peux avoir tous les atouts financiers, si cela te manque, tu as échoué. Beaucoup de mes amis ont bénéficié de gros financements mais ils ont échoué parce qu'ils n'avaient pas préparé le terrain en matière de la clientèle. Dans le même temps, il existe des entreprises qui se

sont développées rien que par la clientèle. Ici, le promoteur a su mobiliser la clientèle et a su la gérer malgré le peu de moyens » (Vendeur de maïs E., 62 ans, juillet 2015).

Donc il ne suffit pas de courir après le financement, il faut s'assurer et s'occuper de la clientèle pour ne pas rentrer dans les situations de difficultés de remboursement qui occasionneraient l'échec.

2.5. Crise financière dans l'entreprise ou dans son environnement

La faillite ou l'échec d'une entreprise s'explique aussi par des faits liés aux difficultés économiques. A Porto-Novo, la forte représentativité de l'informel, influence l'économie et la rentabilité des entreprises. Un promoteur de bar enquêté nous confie ce qui suit :

« L'entreprise est la meilleure chose que j'aurais aimé dans ma vie. Au départ, j'étais seul dans mon coin et cela marchait. Mais quand j'ai commencé, c'est d'abord le fils d'un voisin qui est allé un peu loin créer lui aussi une buvette. Du coup, la clientèle a reçu un coup. Malgré toutes mes stratégies pour favoriser la vente, et d'ailleurs qui m'ont couté chers, je n'ai pas pu. Quelques mois après, un autre acquéreur comme moi s'installe et ouvre une boutique de vente des boissons. Dans sa boutique, il y avait un réfrigérateur pour la vente de ces produits. Ce qui a fragilisé mon entreprise. Une autre situation, c'est la proximité et l'ouverture sur le Nigéria. Quand il y a problème au Nigéria, les entreprises au Bénin en souffrent. Nous pouvons citer beaucoup de cas. Surtout lorsqu'il s'agit des entreprises commerciales » (Promoteur de bar B., 35 ans, 13 mai 2017).

Par les propos de ce promoteur de bar on peut noter que la concurrence déloyale liée à l'informalité dans l'entrepreneuriat explique les échecs des entreprises. Cette situation continue du fait qu'il n'existe pas une structure de régulation et si même elle existait, elle est dans une incapacité de contrôle de ces dérives. A titre illustratif, le nombre du personnel à la direction départementale de l'industrie et du Commerce à Porto-Novo, et pour tout le département, est vraiment insignifiant.

Une entreprise peut tomber aussi en faillite du fait de la morosité économique dans le pays ou dans le milieu. Un directeur d'école privée nous fait savoir ceci :

« L'année dernière, j'avais trois classes de troisième au cours secondaire. Cette année, c'est par pitié aux enfants que j'ai ouvert deux. Certains parents que je respecte beaucoup à travers leur régularité dans le paiement ont été obligés d'enlever leurs enfants pour les inscrire au public. Je dois engager les professeurs et les payer. C'est compliquer pour moi et je me demande ce qu'il

faut faire pour ces enfants et pour sauver l'année dans mon école. Pour d'autres, j'ai plusieurs fois renvoyé les enfants au point que les parents menacent aussi d'enlever leurs enfants » (Promoteur d'école, 39 ans, 12 décembre 2017).

S'il s'avérait que cette situation continue, ou persiste dans le temps, ce promoteur d'école et beaucoup d'autres vont se retrouver dans l'obligation de remercier des enseignants ou tout simplement de fermer. Ainsi, les échecs s'annoncent pour être consommés. Dans la même logique que le promoteur, un cambiste affirme :

« Au moment où je menais correctement mes activités, tu ne peux pas venir chez moi à sept heures et me voir. C'est parce que les nigériens qui avaient l'habitude de venir vers nous pour les changes ne viennent plus comme ça que tu m'as vu à cette heure encore à la maison. La situation du port de Cotonou nous a entraînés dans cette galère. On ne sait pas quand est-ce que ça va finir » (Cambiste E., 49 ans, 12 décembre 2017).

Il convient ici de retenir que la crise dans un secteur d'activité peut occasionner la chute de beaucoup d'autres entreprises dont les activités dépendaient de ce secteur. Il en est de même pour les entreprises dont les activités dépendent fortement d'un pays ou d'une localité en situation de crise. On peut aussi évoquer le cas des entreprises qui dépendent d'autres. A titre d'exemples, la boulangerie fermée a occasionné le retour de certaines femmes à la vie de l'oisiveté. Sur cette question, une vendeuse de pain disait :

« Moi j'ai sérieusement de problèmes. C'est parce que cette boulangerie est proche de notre maison que mon mari a accepté que j'y suis. Avec maintenant sa fermeture, cela suppose que je vais retourner à la maison pour continuer à regarder celles dont les maris autorisent à sortir. Il faut l'avouer cela me donne déjà de souci depuis que c'est fermé » (Vendeuse de pain, 27 ans, 22 octobre 2017).

Ces propos confirment donc qu'une crise d'entreprise peut occasionner celles des autres qui en dépendent. L'environnement socio-économique est alors un facteur déterminant dans la réussite d'une entreprise.

3. Discussion

L'environnement est un facteur déterminant pour la réussite ou l'échec de l'entreprise. Lorsqu'on parle de l'environnement, il peut être politique, social ou économique. Quand on revient sur le politique, il faut noter que la forme de

gouvernement et bien d'autres choses telles que l'influence des obédiences politiques constituent des éléments non moins négligeables pour les entreprises. Avec Paul Lachance (2002), nous trouvons le plein sens à son analyse lorsqu'il souligne qu'un effort plus large de développement incorporant les notions de progrès social et de réduction de la pauvreté est dorénavant apparu comme condition au développement durable qui inclut des paramètres de capacité institutionnelle, de bon gouvernement, de participation, de société civile et d'entrepreneuriat, d'égalité des sexes, de développement humain, d'environnement.

Il existe également des facteurs internes à l'entreprise qui peuvent expliquer sa réussite ou son échec. Nous pouvons retenir par exemple l'endettement ou la crise. L'article « Les principaux facteurs d'échecs des entreprises au Canada » (Web) montre, en ses points 4 et 5, comment la mauvaise gestion des dettes (ne pas payer vos créiteurs en temps et ne pas coordonner vos paiements avec vos entrées de trésorerie) et le niveau d'endettement de l'entreprise élevé ne favorisent pas l'accompagnement des Petites et Moyennes Entreprises par les institutions financières. La mauvaise gestion de dettes ou le niveau d'endettement peuvent se comprendre de plusieurs manières.

Au cours de notre recherche, le constat est que les femmes viennent très tôt vers les institutions financières et ne sont reçues qu'aux heures d'ouverture pour revenir tardivement vers les activités. Cela confirme l'erreur n°6 de l'article « Les 7 causes principales des échecs des jeunes entreprises » (Web) qui est de passer plus (trop) de temps avec les investisseurs qu'avec les clients. Dans cet article, passer trop de temps (souvent trop tôt) chez les investisseurs est une grosse erreur.

Il existe des entreprises ayant reçu de financement mais qui peinent à concrétiser leur rêve en matière d'écoulement de leur produit. Au niveau de l'erreur n°3 de ce même article, (négliger les clients), il faut comprendre que l'expérience des clients est primordiale. La première institution de finance de l'entreprise c'est le client.

Conclusion

L'idéal recherché par ceux qui entreprennent c'est de parvenir à la réussite. Mais les circonstances et les conditions relationnelles peuvent faire virer vers des crises sans issues et donc vers l'échec. C'est ainsi qu'au terme de ce travail portant sur les échecs et contraintes des Petites et Moyennes Entreprises dans la ville de Porto-Novo, nous sommes parvenus aux résultats conséquents.

Les entreprises dans la ville de Porto-Novo, au regard des données du terrain font face aux contraintes qui ralentissent leur épanouissement et par conséquent leur développement. Il s'agit essentiellement des pesanteurs d'ordre environnemental, économique, social et politique qui continuent de peser sur les relations entre entrepreneurs et administration. Ceci n'est sans conséquences sur les emplois directs et indirects. La dominance de l'informel dans l'environnement des affaires à Porto-Novo, du fait de sa grande ouverture sur le voisin de l'Est, le Nigéria constitue un véritable problème pour les entreprises. Car l'informalité réduit la chance de prospérité de celles qui se veulent être formelles et assurer l'emploi permanent. Il y en découle que les entreprises demeurent dans une grande instabilité, donc une grande équation pour leur durabilité.

Le mode de gouvernement administratif au regard de l'absence de certaines structures adéquates pouvant prendre en main la question de l'entrepreneuriat à l'ère de la décentralisation, favorise aussi les échecs constatés dans les entreprises. Cette situation peut être analysée de différentes manières du fait des moyens disponibles dans les municipalités ou du fait des défaillances au niveau des structures déconcentrées de l'État ayant les compétences.

Il faut aussi noter qu'il existe des situations internes aux entreprises dont les crises ou les erreurs des responsables qui peuvent pousser à l'échec. Nous pouvons évoquer ici l'endettement qui peut induire les promoteurs à se lancer dans une course ou une recherche effrénée de financement. Cela les amène à abandonner les activités auxquelles il fallait consacrer assez de temps.

Références bibliographiques

- AGIER, Michel, COPANS, Jean & MORICE, Alain, 1987, *Classes ouvrières d'Afrique Noire*, France: KARTALA, ORSTOM.
- BEAUD, Stéphane & WEBER, Florence, (1998), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La découverte.
- BIT, 1999, *Travail décent et protection pour tous: priorité des Amériques*, Pérou: LIMA.
- Bouquin, Henri , 1992, *La maîtrise des budgets dans l'entreprise*, Paris: EDICEF.
- DAGOUDO, Isidore, (2008), *Les obstacles au développement des petites et moyennes entreprises au Bénin: le management et le financement*, Maîtrise Ès Sciences Economiques option Sciences de Gestion, Université d'Abomey-Calavi (Bénin).
- DIAKITE, Boubacar, 2004, *Facteurs socioculturels et création d'entreprises en Guinée : Étude exploratoire des ethnies peule et soussou*, Thèse, Faculté des sciences de l'administration, l'Université Laval Québec.
- Dictionnaire, 2009, *Le petit Larousse illustré*.
- Durkheim, Emile, 1999, *Education et Sociologie*, Quadrige/PUF, 130 P.
- GRAWITZ, Madeleine, 2004, *Lexique des sciences sociales*, DALLOZ, 8^{ème} Edition.
- HOPPERS, Win, 1996, *A la recherche d'un enseignement adapté : l'orientation vers le travail dans l'éducation de base*, UNESCO, Paris, 124P.
- IGUE, Ogunsola, John et SOULE, Goura, Bio, 1992, *L'Etat entrepôt au Bénin*, Edition KARTHALA, Paris.
- LACHANCE, Paul, 2002, *L'économie réelle de l'Afrique et ses perspectives de développement: pour une nouvelle conception de la problématique de développement en Afrique*, Bénin: IPC.
- OLIVIER de SARDAN Jean-Pierre, octobre 03, *L'enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants*, Niamey (Niger) LASDEL.
- OLIVIER de SARDAN, Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement : Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 221P.

POITEVIN Guy & RAIRKAR Hema, 1985, INDE, *Le Développement une Impasse ?*, Paris,
L'Harmattan.

Guy, Rocher, 1968, *L'organisation sociale*, Paris, PUF.

Guy, Rocher 1968, *Le changement social*, Paris, PUF.

TOSSOU, Yémalin, Judicaël, (2010-2011), *Analyse économique des décisions de
financement des PME au Bénin*, Maîtrise ès sciences économiques,
Université d'Abomey-Calavi faculté des sciences économiques et de
gestion (Bénin)